



La France Agricole / Actualités

Retenue de Sivens : les experts ont présenté leurs conclusions à Albi, personne n'est satisfait

Publié le Hier à - 10h03

Nicolas Forray et Pierre-Alain Roche, les deux experts nommés par Ségolène Royal, ministre de l'Ecologie, pour revoir le projet polémique de retenue d'eau de Sivens (Tarn), ont présenté leur rapport final aux « pro » et « anti » retenue, le 19 janvier 2015 à la préfecture d'Albi. Deux nouveaux scénarios plus « consensuels » que le projet initial... qui ne satisfont personne.

Comme l'avait annoncé la ministre de l'Ecologie, le 16 janvier, « la réalisation du projet initial n'est plus d'actualité ». La création d'une retenue d'eau de 1,5 million de mètres cubes sur le site de Sivens est donc abandonnée. A Albi, les deux experts ont présenté des « solutions possibles », de « grandes lignes » sur lesquelles s'appuyer pour répondre aux besoins des agriculteurs, tout en tenant compte des remarques des associations de défense de l'environnement, et de la réglementation européenne.

Une ou plusieurs retenues d'eau seront bien créées

Après avoir imaginé quatre hypothèses alternatives, ils ne retiennent finalement que deux scénarios : la création d'une réserve d'eau de 750.000 m³ (plus ou moins 10 %) sur le site de Sivens, 330 m en amont du projet initial, ou un ensemble de trois retenues latérales ou collinaires, dont certaines demanderaient le rachat de foncier. Deux projets qui apportent un « plus » technique puisqu'ils prennent en compte la directive européenne sur l'eau, aujourd'hui source de précontentieux entre la France et la Commission européenne.

« 750.000 m³ ne suffiront pas, regrette Jean-Claude Huc, le président de la chambre d'agriculture du Tarn, présent à la réunion. Si nous voulons développer des productions à valeur ajoutée sur nos exploitations et prévoir l'avenir pour installer des jeunes, le projet d'origine était le plus pertinent. »

Personne n'est satisfait

Perplexe quant à la décision de la ministre qui a annulé un projet voté en toute légalité par des élus locaux et devant l'obligation de devoir choisir aujourd'hui entre deux autres scénarios imposés, Thierry Carcenac, président du conseil général du Tarn, s'interroge : « On nous fait croire que nous sommes maîtres d'ouvrage, mais nous sommes contraints par les études des services de l'Etat, les enquêtes, les demandes de subvention... Nous sommes loin d'être libres de prendre les décisions qui concernent notre propre projet de territoire. »

Quant aux associations environnementales, Collectif Testet et FNE (France Nature Environnement), rejointes par la Confédération paysanne, représentées par Ben Lefetey, qui se battent contre tout projet de retenue, elles ne sont pas non plus satisfaites. Elles considèrent qu'il y a déjà bien suffisamment d'eau dans les retenues privées de la vallée pour satisfaire tout le monde.

Rendez-vous le 3 mars

Les deux scénarios proposés par les experts seront présentés aux élus du conseil général du Tarn le 3 mars et l'un d'entre eux sera choisi, afin que les procédures puissent démarrer avant les élections départementales. D'ici là, Thierry Carcenac espère que les zadistes auront été délogés du site de Sivens, ce qu'il a déjà demandé à plusieurs reprises aux forces de l'ordre.

Florence Jacquemoud

Copyright : Lafranceagricole.fr